



Actualité de la recherche

Bidonvilles : comment s'en sortir ?

Frédérique Letourneux

Sciences Humaines N° 353 - Décembre 2022

La question se pose de façon individuelle et collective. Il existe toujours en France des campements d'habitats insalubres sans eau ni électricité, occupés essentiellement par des familles venues de Roumanie. Reportage à Nantes.

En cette lumineuse après-midi automnale, les hommes s'affairent autour des caravanes : cloutage de planches pour former un auvent, installation d'une bâche plastique pour isoler, calfeutrage des interstices... Sur le terrain nantais de la prairie de Mauves coincé entre le périphérique, la déchèterie et la ligne de chemin de fer, on se prépare à passer l'hiver. Cet été, une étincelle a fait rapidement propager le feu dans les broussailles et plus d'une centaine de personnes ont été relogées temporairement dans un gymnase voisin.

Progressivement, elles sont revenues, installant leurs caravanes sur un grand espace caillouteux délimité par une butte de terre et de gravats jouxtant les arbustes encore calcinés. Comme les autres, la famille de Graziella, une jeune fille de 17 ans, a tout perdu dans l'incendie : « *Les passeports, les médicaments de mon père... et même mon brevet des collèges.* » Pour elle, « *l'école, c'est fini* », et elle a débuté depuis peu un service civique avec l'association d'éducation populaire des Ceméa (centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active) dans le cadre du programme TinéSol (« Jeunes solidaires » en roumain). Ce dernier vise à accompagner une douzaine de jeunes Français et Roumains vivant ou ayant vécu en bidonvilles dans la construction de leur projet professionnel.

Si Graziella projette de passer son brevet de secouriste et rêverait « *d'entrer dans la police* », elle s'inquiète surtout ce jour-là des températures qui baissent la nuit dans la caravane qu'elle partage avec ses parents et ses quatre frères et sœurs, des déchets que les artisans du coin viennent déverser sur la zone et des rats qui s'approchent des habitations de fortune. Seuls les branchements et les tuyaux récemment installés par l'ONG Solidarités International permettent un accès à l'eau à différents endroits du terrain. Depuis la crise du covid19, cette question de l'accès à l'eau s'est révélée particulièrement criante sur l'ensemble des terrains occupés de façon illégale et l'ONG a commencé dès le printemps 2020 à installer des points d'accès sécurisés en lieu et place des branchements sauvages sur les bouches d'incendie (1). C'est ainsi qu'aujourd'hui à Nantes, 24 sites ont déjà été raccordés avec une convention signée avec Nantes Métropole, sur la grosse cinquantaine de sites recensés.

252 bidonvilles en france

La Loire-Atlantique est un des départements qui comptent le plus de bidonvilles, avec 2 632 personnes recensées, selon les dernières estimations publiées sur la plate-forme de la Dihal (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement), avec une forte concentration sur l'agglomération nantaise. À l'échelle de la France, ce sont quelque 12 000 personnes, provenant en grande majorité de Roumanie et de Bulgarie (2), qui vivent dans 252 bidonvilles de plus de dix personnes (3). Ce retour des bidonvilles en France dès les années 2000 s'est traduit dans le débat public par une confusion longtemps entretenue entre « gens du voyage » et « camps de Roms ». Or si les premiers sont des ressortissants français nomades qui exercent « *des activités économiques ambulantes* » (loi du 3 janvier 1969), les seconds habitent en caravane, faute de mieux. Par ailleurs, plusieurs enquêtes ethnographiques insistent aussi sur le fait que tous les habitants des bidonvilles ne se désignent pas eux-mêmes comme « Roms », certains se disant « *Tsigane* ».

modernisés » ou parfois simplement « *Roumains* » (4).

« *Dans un contexte où les représentations collectives attachées à la communauté rom sont très négatives, la tendance est forte de vouloir réethniser la population des bidonvilles. C'est le propre d'une population stigmatisée : on pense qu'ils partagent tous les mêmes caractéristiques parce qu'ils habitent dans les mêmes endroits et qu'ils se ressemblent, en ignorant la spécificité de chaque projet migratoire. Certains veulent travailler et s'installer, d'autres ont des migrations pendulaires sans projet d'installation définitif ou encore se maintiennent aux marges de la légalité* », explique Samuel Delépine, maître de conférences en géographie sociale à l'université d'Angers.

Trouver des solutions alternatives

À Nantes, la plupart des familles viennent de la partie ouest de la Roumanie, à la frontière avec la Serbie. On estime que près de la moitié des adultes travaillent sur des contrats courts – de trois à six mois – dans le maraîchage, les abattoirs, le BTP, le nettoyage... « *Si comme ailleurs, il y a des activités de ferrailage, de mécanique, ou de la mendicité, beaucoup des personnes qui vivent dans le bassin nantais répondent à une vraie demande de la part des employeurs. Dans un contexte où la mécanisation à marche forcée de l'agriculture dans les pays de l'Est a mis au chômage toute une partie de la population rurale, il y a une réflexion à mener sur les travailleurs saisonniers en Europe, sur leur statut et leurs conditions de travail et de logement* », explique Olivier Peyroux, sociologue de l'association Trajectoires.

Jusqu'au plus haut sommet de l'État, on a longtemps présenté l'expulsion des sites comme la seule façon de régler le problème. Mais sur le terrain, ces actions brutales se traduisent par un risque accru de déscolarisation des enfants et de développement d'activités illicites... Si les expulsions n'ont pas cessé, loin de là, le nouveau plan de résorption des bidonvilles, prôné par l'État depuis 2018, vise à encourager des sorties vers des logements pérennes. Même si à Nantes comme ailleurs, le parc social est saturé. « *Notre objectif, c'est d'abord de stabiliser les campements en assurant un accès minimal à l'eau et aux sanitaires puis de diagnostiquer les besoins des familles pour les orienter au mieux* », souligne François Prochasson, conseiller municipal de Nantes, délégué au droit au logement et au logement social et vice-président de Nantes Métropole. Dans cette dynamique, à l'échelle de l'agglomération, une demi-douzaine de terrains dits « conventionnés » ou « d'insertion temporaire » ont été mis en place. Les familles y logent en caravanes ou *mobile homes*, avec un accès à des blocs sanitaires collectifs, en contrepartie d'une contribution monétaire et de la signature d'une convention d'occupation qui les engage à s'inscrire dans un parcours d'insertion : formation, recherche d'emploi, scolarisation des enfants...

Sur le terrain de Vert-Praud à Rezé (au sud de l'agglomération), c'est Farah Berdai, travailleuse sociale au sein de l'association Saint-Benoît Labre, qui s'occupe du suivi d'une dizaine de familles qui s'étalent sur trois générations autour d'Argentina, la matriarche. Les plus anciens sont arrivés à Rezé en 2009, comme Aura qui travaille dans le secteur du nettoyage et dont le fils est scolarisé en troisième au collège. Elle espère que sa demande de logement social va aboutir, mais voudrait être logée à Rezé, pour « *pouvoir vivre hors du terrain mais revenir souvent* ». Si dans les faits, le dispositif d'accueil est saturé et les délais d'attente importants, une palette de solutions est envisagée : « *Certaines familles intègrent directement un logement social, d'autres passent par un "logement sas" qui appartient à la mairie pour quelques mois. Pour celles qui veulent rester avec leur famille élargie, on réfléchit à favoriser des formes d'habitats adaptées et encourager l'occupation sur des terrains familiaux* », souligne Loïc Chusseau, adjoint au maire de Rezé en charge du pôle solidarités-inclusion.

Selon l'association Trajectoires (5), il existe différentes stratégies de sortie de bidonville au regard des ressources sociales, scolaires dont disposent les familles : « *À l'échelle nationale, on a évalué en moyenne à cinq ans le temps passé sur un bidonville. Après ce laps de temps, soit les familles retournent dans leur pays, soit elles s'insèrent et travaillent en France. Mais au fil des années, cette période se réduit car la diaspora commence à se structurer et à devenir un relais intégrateur pour certains* », assure O. Peyroux. Si on peut donc espérer à terme une normalisation de ces trajectoires de migration, de nombreuses familles vont encore aborder cet hiver dans le plus grand dénuement, toujours repoussées au plus loin du centre des villes.

Vous avez dit « bidonville » ?

En France, dans l'imaginaire collectif, le terme « bidonville » est d'abord utilisé pour désigner des maisons bricolées avec des bidons de pétrole au Maroc dans les années 1930. Il est ensuite associé aux quartiers d'habitat précaire qui apparaissent dans les années 1950 occupés par des populations immigrées... Durant les trente glorieuses, leur résorption passe par une politique de construction de logements sociaux et le dernier bidonville de l'Hexagone est détruit en 1976.

Mais de nouvelles installations de fortune réapparaissent aux marges de nos villes à la fin des années 1990 dans le contexte du démantèlement du bloc soviétique, et le mouvement s'accélère au tournant des années 2000. Progressivement, des chercheurs et des associations militantes parviennent à imposer le terme « bidonville » dans les rapports officiels en lieu et place de « campements illicites » afin que la question soit avant tout abordée comme une lutte contre le logement insalubre et non comme un « problème rom ».

Mais il reste que pour le philosophe et urbaniste Thierry Paquot, ces « *formes d'habitats précaires et spontanées* » ne sont pas de la même nature que les bidonvilles des pays du Sud qu'il qualifie de « *brouillons de ville* » (*Les Bidonvilles*, La Découverte, 2022). Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes y vivent dans le monde et dans les pays du Sud, ils accueillent parfois jusqu'à 80 % de la population urbaine du pays : « *Le bidonville constitue l'envers de la ville. Il est une réponse à la crise du logement. Mais les*

bidonvillois veulent à tout prix s'intégrer à la ville et y être reliés, ce qui n'est pas forcément le cas en France, où beaucoup de campements sont occupés par des migrants qui ne sont que de passage», assure T. Paquot.

NOTES

- (1) Voir Solidarité International, film documentaire *France. Vies oubliées des squats et bidonvilles*, saison 6. <https://devospropresyeux.org/saisons/france/episode-vies-oubliees-des-squats-et-bidonvilles/>
- (2) Au 1^{er} janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie sont entrées dans l'Union européenne, ce qui garantit à leurs ressortissants une libre circulation et le droit de travailler en France.
- (3) Rapport Dihal, septembre 2021.
- (4) Hervé Marchal, Jean-Baptiste Daubeuf et Thibaut Besozzi, *Idées reçues sur les bidonvilles en France*, Le Cavalier bleu, 2017.
- (5) Trajectoires, « Du bidonville à la ville : vers la vie normale ? », 2015.